

# **Le mouvement altermondialiste et la crise de la mondialisation**

Gustave MASSIAH

Le Forum social mondial (FSM) de Belem ouvre un nouveau cycle du mouvement altermondialiste. Le FSM se tient dès le 27 janvier en Amazonie, au cœur des limites de l'écosystème planétaire. Il devra se poser la question majeure des contradictions entre la crise écologique et la crise sociale.

Le FSM sera marqué par le nouveau mouvement social et citoyen en Amérique latine, l'alliance des peuples indigènes, des femmes, des ouvriers, des paysans et des sans-terre, de l'économie sociale et solidaire. Ce mouvement civique a construit de nouveaux rapports entre le social et le politique qui ont débouché sur de nouveaux régimes et qui ont renouvelé la compréhension de l'impératif démocratique. Il a infléchi l'évolution du continent montrant ainsi l'importance des grandes régions dans la mondialisation et face à la crise de l'hégémonie des États-Unis.

La stratégie du mouvement altermondialiste s'organise autour de la convergence des mouvements sociaux et citoyens qui mettent en avant la solidarité, les libertés et la paix. Dans l'espace du FSM, ils confrontent leurs luttes, leurs pratiques, leurs réflexions et leurs propositions. Ils construisent aussi une nouvelle culture politique fondée sur la diversité, les activités autogérées, la mutualisation, « l'horizontalité » préférée à la hiérarchie.

Une orientation stratégique s'est dégagée grâce aux forums, celle de l'accès pour tous aux droits fondamentaux. C'est la construction d'une alternative à la logique dominante qui prétend que la régulation par le marché constitue la seule manière acceptable pour organiser une société. À cette conception, nous pouvons opposer la proposition d'organiser les sociétés et le monde à partir de l'accès pour tous aux droits fondamentaux.

Le mouvement altermondialiste ne cesse de s'élargir et de s'approfondir : élargissement géographique, social, thématique ; il a connu une montée en puissance considérable en moins de dix ans. Il prolonge et renouvelle les trois mouvements historiques précédents. Le mouvement historique de la décolonisation : l'altermondialisme a modifié en profondeur les représentations Nord-Sud au profit d'un projet mondial commun. Le mouvement historique des luttes ouvrières : la mutation vers un mouvement social et citoyen mondial a été engagée. Le mouvement des luttes pour la démocratie (lancé dans les années 1960) : l'altermondialisme défend l'impératif démocratique après l'implosion du soviétisme en 1989 et les régressions portées par les idéologies sécuritaires.

## **Quatre opportunités**

Le mouvement altermondialiste est confronté à la crise de la mondialisation capitaliste dans sa phase néolibérale. Cette crise n'est pas une surprise pour le mouvement ; elle était prévue et annoncée depuis longtemps. Le système dominant est confronté à une triple crise : la crise écologique mondiale qui est devenue patente ; la crise du néolibéralisme ; la crise géopolitique avec la fin de l'hégémonie des États-Unis.

Ces crises ouvrent cependant la porte à quatre opportunités.

D'abord, la montée en puissance de la régulation publique achèvera la défaite idéologique du néolibéralisme. Le néolibéralisme est toujours dominant, mais il a subi une défaite cuisante. Les nationalisations dites temporaires, le temps de sortir de la crise, seront difficiles à renvoyer au cabinet des débarras.

Deuxièmement, la redistribution des richesses, nécessaire par rapport à la logique du néolibéralisme et ses excès, ouvre une tentation néokeynésienne. Elle conforte la tendance à réhabiliter le marché intérieur, plutôt à l'échelle des grandes régions qu'à l'échelle nationale. Elle pourrait se traduire par la réhabilitation des systèmes de protection sociale et d'une relative stabilité salariale. Les niveaux des revenus et leur hausse retrouveraient un rôle en tant que moteur de croissance par rapport au surendettement qui a déclenché la crise.

Il y a deux conditions à cette hypothèse qui ne se confond pas avec l'idée d'un simple retour au modèle keynésien d'avant le néolibéralisme. La première condition est la nécessité de répondre aux limites écologiques qui rendent dangereux un prolongement du productivisme. La deuxième condition est la nécessité d'une régulation à l'échelle mondiale par rapport à la régulation nationale consacrée par le système de Bretton Woods.

Troisième opportunité : le rééquilibrage entre le Nord et le Sud ouvre une nouvelle phase de la décolonisation. Entre trente et cinquante pays émergents, dont les trois plus dynamiques (Brésil, Inde, Chine), peuvent défendre leur point

de vue et leurs intérêts. Il ne s'agit pas d'un monde multipolaire, mais d'un nouveau système géopolitique international. Les conséquences pourraient être considérables, notamment pour les termes de l'échange international et pour la nature des migrations.

Il y a deux conditions à cette évolution qui ne se fera pas sans bouleversements. La première condition est que les pays émergents soient capables de changer leur modèle de croissance en privilégiant le marché intérieur et la consommation des couches populaires et moyennes par rapport aux exportations. La deuxième condition est que les pays émergents construisent des formes d'unité entre les pays du Sud. La première phase de la décolonisation avait échoué en grande partie quand les pays pétroliers, après le choc de 1977, avaient laissé la division s'installer entre les pays du Sud, permettant au G7, appuyé sur le FMI et la Banque mondiale, d'imposer l'ajustement structurel.

Dernière opportunité, la crise du modèle politique de représentation rend incontournable la démocratie sociale et le renforcement de la démocratie représentative par la démocratie participative. Les formes d'articulation entre la démocratie participative et la démocratie représentative, et leur liaison primordiale avec la démocratie sociale, devraient progresser et se diversifier. D'autres évolutions, déjà entamées, devraient prendre plus d'importance. Les pouvoirs locaux élargiront leur rôle en alliance avec les mouvements associatifs.

En mettant en évidence le potentiel porté par les résistances et les pratiques actuelles, l'altermondialisme donne une perspective à la sortie de la crise actuelle dans ses différentes configurations. Il permet de fonder, contre les conservatismes autoritaires et répressifs, les coalitions pour les libertés et la démocratie. Il permet de lutter contre l'alliance possible entre les néolibéraux et les néokeynésiens en poussant les résistances et les revendications pour la modernisation sociale.

Si le capitalisme n'est pas éternel, la question de son dépassement peut être d'actualité. Et nous pourrions commencer dès maintenant à revendiquer et à construire un autre monde possible.

L'auteur est président du Centre de recherche et d'information pour le développement, à Paris.